



Créée en 2001, la société Call Expert vit aujourd'hui une période de crise. Son président fondateur Bertrand Delamarre est depuis le 15 octobre sous le coup de poursuites judiciaires (abus de biens sociaux, faux et usage de faux...) et assigné à résidence avec empêchement de gérer l'entreprise.

En découle la mise en redressement judiciaire des établissements métropolitains (Abbeville, Paris et Roubaix) le 31 octobre par le tribunal de commerce d'Amiens à la demande des instances représentatives du personnel. Le 8 novembre les établissements de la Corse et la Réunion ont été rattachés à la procédure.

900 SALARIE-ES SONT MENACE-ES !!!

Aujourd'hui ces 900 victimes des agissements de ce patron voyou et de ses complices luttent chaque jour pour la survie de leurs emplois.

A ce jour, l'inquiétude, l'incertitude, la peur de l'avenir et les conditions de travail qui se dégradent, pour la majorité des salarié-es, ont un impact néfaste sur leur moral au quotidien.

Et pourtant, depuis un mois, ceux-ci continuent d'assurer la production et une qualité de service irréprochables auprès des clients.

Nous en appelons aux pouvoirs publics ayant participé activement au développement de l'entreprise ainsi que les ministères concernés à prendre leurs responsabilités afin de sauver l'ensemble de nos emplois avant qu'il ne soit trop tard.